

Accent Rural

Revue Rurale de l'Ontario

Hiver 2007

Participez aux semences de la prochaine politique agricole

Le proverbe « on récolte ce que l'on sème » nous rappelle à quel point les grandes décisions que nous prenons aujourd'hui auront des conséquences dans l'avenir. Ayant ce proverbe à l'esprit, les représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont déterminés à déployer des efforts concertés pour élaborer la prochaine politique agricole et agroalimentaire. Et ils aimeraient bien connaître votre avis! Intervenants de l'industrie ou citoyen canadien, les dirigeants politiques cherchent à connaître votre point de vue sur l'avenir du territoire agricole ontarien.

Le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) est un accord fédéral-provincial-territorial de cinq ans sur l'agriculture, qui a permis de définir une approche nationale pour le secteur de l'agriculture. Son objectif premier? Positionner le Canada comme chef de file mondial de la salubrité et de la qualité des aliments, de l'innovation et de la production agricole respectueuse de l'environnement.

À l'heure actuelle, le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire fait face à une série de nouveaux enjeux et de nouvelles possibilités. Comme la

majorité des accords du CSA prennent fin au printemps 2008, des discussions sont en cours pour établir une nouvelle politique agricole et agroalimentaire. Le nouveau cadre vise à bâtir des fondations solides qui profiteront aux générations à venir.

Pour s'assurer de tenir compte des nombreuses facettes de l'industrie agricole à toutes les étapes de l'élaboration de la politique, le processus prévoit trois rondes de consultation. Le processus de consultations nationales en plusieurs étapes a débuté en décembre 2006 et se poursuivra en 2007, de sorte que le nouveau cadre stratégique soit mis en œuvre au début 2008.

La première ronde a consisté en une série de séances de travail auxquelles ont participé des experts de l'industrie agricole. En qualité de spécialistes, ces intervenants ont été conviés à prendre part à des discussions approfondies et à l'analyse des options stratégiques proposées. Ils ont également travaillé à cerner les problèmes susceptibles de surgir pendant les consultations publiques et ont aidé à formuler des questions à utiliser lors de la deuxième ronde. La deuxième ronde, prévue en janvier

et février 2007, consistera en des séances de consultation publiques qui se dérouleront un peu partout au pays. Leur objectif sera, d'une part, de recueillir les commentaires de la population dans le cadre d'une tribune ouverte où les participants pourront échanger des idées et, d'autre part, de favoriser un débat public sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada.

Parallèlement, les discussions se poursuivront sur un nouveau plan de gestion des risques de l'entreprise. La troisième ronde commencera en mars 2007. Pendant cette ronde finale, on analysera les données recueillies lors des première et deuxième rondes. Cette analyse permettra de produire une synthèse des commentaires à présenter aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux avant le début des négociations.

Le processus de consultation et les conclusions qui en ressortiront visent à stimuler les discussions entre tous les intervenants sur la façon dont les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires peuvent unir leurs efforts pour veiller à ce que le secteur agricole et agroalimentaire canadien soit compétitif et rentable.

Offrir des services et des produits sains, innovateurs et de grande qualité, qui profitent à tous les Canadiens, figure également parmi les priorités.

Nous vous encourageons à participer à la discussion. Tous les ordres de gouvernements ont hâte de connaître le point de vue des particuliers et des organismes canadiens. Unissons nos efforts pour mettre au point un cadre stratégique solide qui favorise la prospérité dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Vous pouvez participer à la consultation par l'intermédiaire du site Web www.agr.gc.ca/nextgen jusqu'au 28 février 2007.

Pour recevoir des exemplaires des documents de consultation et obtenir de plus amples renseignements sur la façon dont les Canadiens peuvent participer à l'élaboration de la prochaine politique agricole et agroalimentaire, vous pouvez communiquer avec le bureau du ministre de l'Agriculture de votre province ou territoire, composer le **1 800 O-CANADA (1-800-622-6232)** ou le **1-800-926-9105 (TTY)**, ou encore visiter le site Web suivant : www.agr.gc.ca/verslanouvelle.

dans cette édition...

- Une nouvelle approche pour le secteur forestier en déclin de l'Ontario
- La base de données sur les collectivités
- Ils viendront si vous la construisez, et lorsqu'ils viendront vous l'agrandirez!
- Et une mention honorifique est décernée à ... Heather Muir!
- Le Secrétariat...?
- Le saviez-vous?
- Juste un mot...
- Une mine d'information sur le monde rural
- Des nouvelles toutes fraîches!

Le gouvernement fédéral fait prendre la route à ses services

Service Canada se déplace pour s'implanter dans votre collectivité et y offrir des services mobiles et externes. L'objectif est de faire en sorte que les services et les renseignements gouvernementaux soient davantage à la portée des citoyens, c'est-à-dire dans un rayon de 50 kilomètres du lieu de résidence des Canadiens. Les collectivités du Nord, éloignées et rurales, autrefois moins bien desservies, sont particulièrement visées.

Des représentants de Service Canada se déplacent régulièrement ou périodiquement afin de venir en aide là où il y a un besoin. Les services externes réguliers sont offerts sur une base régulière, à temps partiel (par exemple, deux jours par semaine), alors que le personnel des services mobiles de Service Canada rencontre les citoyens en fonction des besoins, pour leur offrir, par exemple, des séances d'information sur certains sujets ou pour porter assistance à l'occasion d'urgences locales comme des fermetures d'usine ou des catastrophes naturelles.

La raison d'être des services externes de Service Canada est de répondre à la diversité des besoins des Canadiens. Dans le cadre des projets pilotes de services externes multilingues réalisés dans des collectivités clés, le personnel de Service Canada fournit aux néo-Canadiens des renseignements sur les programmes et les services du gouvernement dans diverses langues

étrangères. Pour offrir des services dans l'une ou l'autre des langues officielles, des services externes améliorés sont offerts aux communautés de langue officielle minoritaires à certains endroits



en Ontario. Enfin, pour répondre aux besoins des Autochtones, des services externes ciblés sont offerts dans les différentes collectivités de la province, tandis que d'autres services externes visent à répondre aux besoins particuliers des jeunes, des aînés et des personnes handicapées.

Services externes de Service Canada en Ontario

Belle River
Alliston
Chapleau
Exeter
Blind River
Schreiber

Orléans
Shelburne
Iroquois Falls
Madoc
Terrace Bay
Ear Falls*

Attawapiskat*
Georgina
Huntsville
Island*
Strathroy*
Caledon*
Wawa*
Elora*
Petrolia*
Bowmanville*
Grimsby*
Wiarton*
Rockland*
Moosonee/Moose Factory*
Port Perry/Uxbridge

Haliburton
Havelock
Manitoulin
Alexandria*
Chatham – Kent*
Kemptville*
Mattawa*
West Lorne*
Acton*
Burk's Falls*
Fenelon Falls*
Pickering*
Aylmer*

* Points de services externes établis sous peu

Service Canada
1 800 O-Canada servicecanada.gc.ca

Grâce à Service Canada, les Canadiens peuvent obtenir plus facilement des services et des renseignements du gouvernement, par un simple clic, appel ou visite. Pour trouver le Centre Canada ou point de services externes le plus près de chez vous ou pour connaître les heures d'ouverture et les services offerts, consultez servicecanada.gc.ca et cliquez sur « services près de chez vous », ou encore composez le **1-800-O Canada**.

Une nouvelle approche pour le secteur forestier en déclin de l'Ontario

Nous avons tous lu les gros titres «Le secteur forestier pas encore sorti du bois», «Opération de sauvetage de l'industrie dévoilée», «De nouvelles mises à pieds et des fermetures prévues». Va pour les bonnes nouvelles!

«Le gouvernement et l'industrie se démènent pour maintenir à flot l'approche ministérielle – l'industrie favorise l'augmentation des subventions tandis que le gouvernement cherche des utilisations nouvelles du bois dur, des copeaux et des déchets ligneux qui alimentent les usines de pâtes et papier à la dérive.»

Peu importe de quel côté on se situe, il demeure que les collectivités rurales, obligées de dépendre d'une seule industrie pour survivre, ont une lourde tâche à accomplir. Le nouveau gouvernement du Canada se préoccupe de l'avenir réservé aux régions qui dépendent d'une seule ressource. Le simple fait qu'une seule industrie – l'agriculture, les pêches, les mines ou les forêts – procure la majorité des emplois signifie que la collectivité est vulnérable face aux nombreux facteurs qui pourraient entraîner la fermeture de cette industrie.

On trouve parmi les efforts déployés pour sauver le secteur de l'industrie un modèle qu'on applique progressivement au Centre de l'écologie et de la forêt du Collège Boréal (CEFNO) situé dans le Nord de l'Ontario. On connaît ce modèle sous le nom de «Modèles de groupes fondés sur les connaissances rurales».

Le modèle repose sur une théorie simple : on regroupe des facteurs qui contribuent à la réussite du développement communautaire afin qu'ils agissent ensemble. Plutôt que de travailler seules, les entreprises et les organisations se rassemblent dans une collectivité et suivent un processus qui associe les biens et les ressources de la collectivité à un effectif qualifié et expérimenté qui a accès à des réseaux et à des personnes-ressources. C'est une formule gagnante qui annonce le succès.

Le directeur du CEFNO, Christopher Rees, est un partisan du modèle de groupes fondés sur les connaissances rurales et il n'est pas le seul. Récemment, M. Rees est rentré d'un voyage en France au cours duquel on a discuté de tous les aspects d'un «groupe» à l'occasion de la 9e conférence mondiale annuelle du Competitiveness Institute. «Cluster 2006» a attiré une foule de 425 personnes, et la conférence s'est tenue à guichets fermés.

Bien que son campus principal se trouve à Sudbury, M. Rees souligne que le Collège Boréal utilise un modèle de groupe pour déterminer les meilleures voies à suivre pour les collectivités afin

d'avoir accès aux nouvelles industries fondées sur la forêt. Ces voies comprennent des domaines tels que la bioénergie, les produits biochimiques, les plantes forestières à usage médicinal et cosmétique et les produits du bois à valeur ajoutée tels que les éléments de meubles et de bâtiments. La nouvelle orientation commence avec la mise en œuvre du modèle de groupe.

Financé par le Secrétariat rural, le projet de groupe a été proposé par l'Association des collèges communautaires du Canada et est appuyé par FedNor et par le Programme des langues officielles de Patrimoine canadien. Au total, trois collèges y participent : le College of the Rockies en Colombie-Britannique (tourisme), le Nova Scotia Community College (innovation en géomatique) et le Collège Boréal (produits forestiers).

Comme on le mentionne sur le site Web du Collège Boréal, www.cefno.ca, pour la prochaine année on accordera la priorité à la région de Hearst, couverte par NordAski – la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) et à la région qui va de Kapuskasing à Iroquois Falls, couverte par la SADC de North Claybelt.

En cherchant la forêt dans les arbres...

Adrien Veilleux peut laisser échapper un petit soupir de soulagement maintenant que la demande de 80 pages a été remise au ministère des Ressources naturelles (RNCAN), mais uniquement un petit soupir, car il attend toujours de savoir si la demande a été acceptée dans le cadre du Programme des collectivités forestières.

M. Veilleux, directeur général de la SADC Nord-Aski, est l'un des 14 membres du comité qui se sont regroupés pour adopter le modèle de groupes fondés sur les connaissances rurales en cherchant à diversifier une économie dépendante de l'industrie du bois de sciage.

«Le Collège Boréal a joué le rôle de catalyseur», explique M. Veilleux, qui fait aussi remarquer que des mesures avaient été prises par des collectivités distinctes pour diversifier l'activité

économique du corridor formé par la route 11. «Maintenant, grâce à ce modèle, nous formons un comité de 40 personnes qui englobe neuf collectivités différentes.»

Denis Bérubé, directeur général de la SADC North Claybelt, est membre du comité.

«Nous avons immédiatement rallié nos partenaires communautaires. Le processus tout entier s'est révélé extrêmement profitable et a permis d'ouvrir les yeux de nombreuses personnes sur ce qu'il est possible de faire ici. Il nous a fait repenser à notre relation avec la forêt» ajoute M. Bérubé.

Messieurs Veilleux et Bérubé travaillent par l'intermédiaire du groupe de développement économique communautaire DefNor afin de permettre aux collectivités nordiques et rurales de renforcer et de diversifier l'économie à l'échelle locale. «Nous ne voulons pas uniquement faire les gros titres avec ces questions. Nous voulons réussir, ajoute M. Veilleux.»

Il explique comment un aspect du plan de RNCAN comprend un inventaire aérien de la forêt. À l'aide de photographies aériennes, les représentants du Ministère doivent être au fait de ce que contient la forêt.

«À l'heure actuelle, personne ne le sait! Et, bien que le processus permettra de reconnaître l'épicéa, le pin et le sapin, nous voulions plus de renseignements. Nous avons communiqué avec le Nova Scotia Community College (qui constitue également un site où est appliqué le modèle de groupes fondés sur les connaissances rurales), car il dispose d'un nouvel équipement de photographie aérienne qui nous dira ce qu'il en est. Actuellement, nous ne pouvons aller de l'avant que dans une certaine mesure, car à certains égards nous devons savoir avec quelles ressources nous travaillons.»

M. Veilleux fait remarquer que l'élaboration du modèle de groupes fondés sur les connaissances rurales a pour conséquence directe que l'on détient le secret de la réussite. «Nous intéressons des personnes dynamiques, les ressources sont là, et grâce au Collège Boréal nous sommes reliés à la recherche, par l'intermédiaire de l'université. ... Nous avons même des

personnes-ressources en Europe, mais nous travaillons avec les évaluations des ressources forestières faites il y a près de 40 ans!».

Les évaluations des ressources forestières montreront, entre autres, la mesure dans laquelle on trouve de la biomasse ou du matériel indésirable dans la couverture morte. Une fois ramenés au Collège Boréal, ces déchets indésirables constitueront une part du matériel brut qui servira à alimenter les entreprises de bioraffinage.

«Tout est interdépendant», précise M. Veilleux.

M. Bérubé est d'accord. «Cela devait arriver, c'était une question de survie! Nous sommes tous dans le même bateau et si nous ne voulons pas couler, nous devons colmater les brèches ou trouver un autre bateau!».

On s'attend à ce que le nouveau bateau de la région soit mis à l'eau au début de 2007, en même temps que certains projets désignés qui doivent commencer en mars.

«C'est étonnant, quand on pense que cela n'a été qu'une affaire de quelques mois. Si l'on devait mentionner un seul effet du processus, c'est qu'il aura rapproché les collectivités et fait en sorte que nous puissions travailler ensemble», ajoute M. Bérubé en parlant de la mise en œuvre du modèle de groupes fondés sur les connaissances rurales.

Qu'en est-il de la rivalité entre les collectivités?

M. Bérubé se doit de préciser que plusieurs collectivités étaient plus avancées dans le processus de diversification que d'autres.

«Il est essentiel d'échanger l'information. Les membres du comité ont dû reconnaître ceux qui étaient en avance, leur donner le mérite pour le travail accompli et apprendre d'eux. Encore une fois, on revient à dire que c'était une question de survie!».

Pour de plus amples renseignements sur le modèle de groupes fondés sur les connaissances rurales, veuillez consulter le site Web du Collège Boréal à l'adresse www.cefno.ca.

Autres faits

- L'appellation Nord-Aski est formée du mot «Nord» et du mot «Aski», qui signifie terre en langue ojibwée.
- Les agents de développement économique communautaire collaborent avec les partenaires communautaires et soutiennent un réseau de SADC qui dessert la plus grande partie des régions rurales et du Nord de l'Ontario.

La base de données sur les collectivités fait partie de l'appui permanent du Secrétariat rural aux communautés rurales à travers des initiatives fédérales, provinciales et territoriales

La base de données sur les collectivités (BDC) est une ressource offerte sur le Web où les collectivités et les gouvernements peuvent obtenir des renseignements communautaires cohérents, fiables et accessibles sur des facteurs économiques et démographiques, et ce, au niveau communautaire.

La BDC constitue un ensemble de données complémentaires aux ressources déjà offertes par les provinces et les territoires. Parmi ses caractéristiques supplémentaires, on note la capacité de présenter les renseignements sous divers formats, par exemple au moyen de graphiques, de tableaux ou de cartes géographiques, lesquels permettent

l'analyse à différents niveaux.

La BDC fournit une foule de renseignements communs tirés des recensements sur la population de Statistique Canada qui sont présentés pour une série de regroupements géographiques : national, provincial et territorial, division du recensement, région économique et subdivision de recensement (ou collectivité).

Cet outil innovateur est particulièrement utile pour les groupes communautaires, les organismes communautaires privés ou sans but lucratif, les décideurs du gouvernement, les entreprises, les chercheurs, les organismes de recherche et les universités.

Les renseignements disponibles sur la BDC portent notamment sur :

- la population
- l'âge
- le revenu personnel et le revenu familial moyens
- le taux d'emploi
- le niveau d'instruction
- l'emploi par secteur
- la langue
- le degré de dépendance envers une ressource
- la diversification économique

La Base de données sur les collectivités est disponible à www.cid-bdc.ca.

Pour obtenir plus d'information ou pour organiser une session de formation sur la BDC, veuillez contacter :

Gestionnaire
Recherche rurale et analyse
Secrétariat rural
1341, chemin Baseline, tour 7, 6^e étage
Ottawa, Ontario
K1A 0C5
téléphone: (613) 759-7106
sans frais: 1(888) 781-2222
info@cid-bdc.ca

Ils viendront si vous la construisez, et lorsqu'ils viendront vous l'agrandirez!

Tammy Rob est prête.

Bien qu'il soit un peu trop tôt pour parler d'agrandissement, la directrice municipale de Machin a dit que sa collectivité était prête à s'adapter à la croissance économique de nature résidentielle, commerciale et industrielle.

C'est quelque chose que de nombreuses collectivités tiennent pour acquis, et pourtant boire de l'eau potable en toute sécurité est aujourd'hui une réalité pour M^{me} Rob et les 1 200 autres personnes qui vivent dans cette ville.



La municipalité de Machin se compose de trois collectivités situées à Eagle Lake, Eagle River, Minnitaki et Vermilion Bay sont situées au cœur du Sunset Country, sur l'autoroute transcanadienne. Le tourisme, les forêts et les mines constituent les principales industries qui soutiennent ces collectivités.

« Nous avons reconstruit la station d'épuration des eaux de fond en comble! », affirme M^{me} Rob, en ajoutant que bien que de l'eau traitée chimiquement était offerte avant la construction de la station, il était hors de question d'offrir de l'eau filtrée.

« Cela a apporté la paix de l'esprit pour bon nombre d'entre nous, car bien que nous n'ayons jamais connu d'incident lié à la salubrité de l'eau, on ne savait tout de même pas vraiment ce qu'on buvait. Maintenant, ce n'est tout simplement plus un problème! »

De plus, les terrains à bâtir pour des chalets et des résidences sont rattachés au nouveau réseau.

Les retombées économiques découlant de la construction du nouveau Centre d'activités Tim Horton, à Cochrane, en Ontario, sont plus faciles à suivre.

Le centre a ouvert ses portes en juillet 2006 et a remplacé le centre sportif Tim Horton, vieillissant. Ses installations s'étendent sur 6 317 m² et offrent maintenant une patinoire de 500 places, un centre aquatique, des salles de réunion, des locaux d'enseignement et un auditorium.

Qu'est ce que cela signifie pour cette municipalité de près de 6 000 habitants?

« Nous avons réussi à présenter une conférence nationale en octobre, à laquelle participaient 250 délégués, et c'est quelque chose que nous ne pouvions pas faire avant l'achèvement du centre », explique Jean-Pierre Ouellette, directeur général et chef des services municipaux de la ville. « Nous avons bien sûr d'autres commodités, mais le centre est venu couronner le tout! »

Destination touristique toute saison, Cochrane ne peut qu'en tirer des avantages économiques alors qu'elle établit sa réputation auprès des organisateurs de conférences. Inscrire une conférence nationale au programme du centre au cours des saisons touristiques intermédiaires –

traditionnellement, la fin de mars avril et la fin d'octobre novembre – pourrait signifier la survie des petites entreprises locales.

Ces projets ne sont que deux exemples de la façon dont une bonne structure peut permettre aux collectivités d'attirer et de conserver des entreprises et d'assurer une meilleure qualité de vie à leurs citoyens. Que ce soit la construction de la bibliothèque à Timmins, d'un centre d'interprétation du patrimoine culturel à Sioux Lookout ou d'un parc d'attractions nautiques et d'un terrain de jeux pour enfants à Kapuskasing, les exemples d'investissement dans l'infrastructure ne manquent pas dans une bonne partie de l'Ontario.

Le Programme d'infrastructures Canada-Ontario constitue un investissement fédéral de 680,7 millions de dollars sur six ans, et on s'attend à ce qu'il entraîne encore plus du double en dépenses d'investissement. Le programme est le fruit d'un partenariat entre les gouvernements fédéral et provincial, les administrations municipales et le secteur privé.

Ce partenariat gouvernemental est porteur de bonnes nouvelles pour les régions rurales et éloignées de l'Ontario. En effet, en affectant au moins 15 p.100 de l'investissement lié au Programme d'infrastructures Canada-Ontario à des projets menés dans des collectivités rurales, le nouveau gouvernement du Canada est à poser fermement les fondements du nouveau siècle.

Selon Infrastructure Canada, les priorités absolues sont celles qui sont

connues sous le vocable d'« infrastructures municipales vertes » et comprennent des projets désignés tels que les systèmes de gestion des eaux et des eaux usées, la gestion et le recyclage des déchets solides et l'efficacité énergétique des immeubles.

D'autres priorités comprennent la mise à niveau des systèmes de transport vieillissants, la construction d'installations culturelles et récréatives, des investissements dans le tourisme, l'installation de systèmes de



communication en région rurale et éloignée et d'Internet haute vitesse pour les institutions et les infrastructures publiques qui favoriseront le logement à prix abordable.

Pour de plus amples renseignements sur le Programme d'infrastructures Canada-Ontario, veuillez communiquer avec Industrie Canada – Infrastructure, au 1 877 806 7776 ou consulter le site Web suivant :

www.tbs-sct.gc.ca/ino-bni.

Et une mention honorifique est décernée à ...

...Heather Muir!

« Êtes-vous de mon type? » Lorsque Heather Muir emploie cette phrase, ce n'est pas pour vous faire la cour. Elle veut vraiment savoir de quel type sanguin vous êtes! En outre, peu importe le type, ce qu'elle veut vraiment savoir, c'est si vous êtes prêt à donner du sang.

Outre une biographie qui exige une mise à jour annuelle dans le Canadian Who's Who, une brochette de prix, d'honneurs, de récompenses et de triomphes pleuvent dans son sillage. Maintenant, en guise de reconnaissance de son travail communautaire rural, cette étudiante, digne de figure au tableau d'honneur, conférencière spécialiste de la motivation et bénévole extraordinaire, a obtenu une mention honorable dans le cadre de la remise des Prix des jeunes leaders du Canada rural.

Âgée de 20 ans et originaire du comté Walkerton-Bruce, Mlle Muir reçoit cette reconnaissance de son travail auprès de la Société canadienne du sang (SCS). Sa capacité de pouvoir mobiliser les jeunes a pris bien des formes. Son initiative la plus fructueuse a été celle de créer des cliniques de dons de sang pour les étudiants.

Sa participation auprès de la SCS s'échelonne sur 16 ans. Actuellement

étudiante à l'Université de Waterloo (University of Waterloo), Mlle Muir a fait du bénévolat presque toute sa vie. Après avoir découvert qu'elle avait une maladie grave à l'âge de quatre ans qui l'a obligée à recevoir d'innombrables transfusions sanguines, elle s'est concentrée sur ce qu'elle pouvait faire pour accroître les réserves de sang.

« Elle a motivé et encouragé non seulement ses pairs, mais la collectivité au complet », a fait remarquer le maire de Brockton, Charlie Bagnato. « Grâce à une détermination à toute épreuve et à une éthique personnelle, son rôle a été déterminant dans le succès de bien des cliniques, y compris les nombreuses cliniques de la SCS pour étudiants. Grâce à son leadership, ces cliniques pour les jeunes continuent à se multiplier. »

Mlle Muir continue à jouer un rôle de leadership dans le programme sanguin en participant au Bureau des conférenciers bénévoles de la SCS et en siégeant au Conseil consultatif des bénévoles. En guise de reconnaissance de ses capacités remarquables en leadership, on l'a choisie vice-présidente du Comité régional de liaison communautaire.

Son expertise concernant les jeunes Canadiens et Canadiennes et les dons de

sang a également contribué à ce qu'elle soit sélectionnée comme seule jeune déléguée à siéger au Comité national de liaison communautaire, à Ottawa.

Ayant à son acquis plus de 8 000 heures de bénévolat et plus d'une douzaine de prix notoires, les contributions de Mlle Muir sont énormes pour une personne de son âge.

« Elle a changé et continuera à changer les choses pour les Canadiens et les Canadiennes, a déclaré M. Bagnato. Elle est l'incarnation de l'esprit de leadership. »

Le gouvernement du Canada souligne les réalisations et les contributions exceptionnelles des jeunes Canadiens et Canadiennes par ses Prix des jeunes leaders du Canada rural. Ces prix annuels récompensent des jeunes ruraux qui mettent leur passion, leur enthousiasme et leurs compétences au service des collectivités rurales, éloignées et nordiques.

À l'occasion de la troisième édition annuelle des PJLCR, trois prix commémoratifs ont été remis à des personnes pour leur contribution à leurs collectivités respectives dans trois catégories : l'innovation, le leadership et le partenariat. Mlle Muir a obtenu une mention honorifique dans la catégorie du leadership.



Vous pouvez obtenir la trousse de mise en candidature auprès du Secrétariat rural en composant le numéro sans frais 1 888 781-2222 ou en consultant le site rural Web à l'adresse suivante :

www.rural.gc.ca

Juste un mot...

Accent rural est pour vous!

Ce bulletin vise non seulement à vous présenter de l'information à jour sur l'actualité rurale, mais également de l'information essentielle sur les programmes menés à bien dans des collectivités rurales qui pourraient être repris dans la vôtre!

Bien que toutes les collectivités diffèrent sur de nombreux aspects, les questions rurales se ressemblent d'une ville à l'autre. Par conséquent, si une collectivité voisine reçoit ou a reçu l'appui d'un programme, votre ville ne pourrait elle pas aussi en tirer profit ?

Tout est dans l'échange d'information.

On oublie les querelles de clocher lorsqu'il s'agit de traiter des questions telles que la survie économique, l'exode des jeunes et des jeunes familles et l'accès au financement public. Parlez de ce qui a fonctionné dans votre ville à vos voisins, car des collectivités rurales fortes forment un Canada plus fort... laissez la rivalité au monde du hockey, là où elle a sa place!

Y a-t-il un article que vous aimeriez faire connaître au reste de la collectivité rurale de l'Ontario? Veuillez envoyer vos idées et vos commentaires à : rs@agr.gc.ca

Le Secrétariat...?

Le Secrétariat rural constitue un point de service du nouveau gouvernement du Canada qui lui permet de travailler en partenariat avec les Canadiens et les Canadiennes dans les régions rurales et éloignées afin de bâtir des collectivités fortes et dynamiques.

Le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada assure le leadership et la coordination du Partenariat rural canadien, un partenariat qui relie le gouvernement aux collectivités rurales. Lorsque les priorités et les questions rurales ont été déterminées, le Secrétariat rural contribue à former un lien entre les gens sur le terrain et les organisations et organismes gouvernementaux afin de tenter de trouver des solutions.

Le Secrétariat collabore avec une vaste gamme de clients et de partenaires, y compris des collectivités, des organisations, des associations et des entreprises rurales, des Autochtones, des ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux et des administrations locales ainsi que d'autres intervenants ruraux au Canada.

Bienvenue à l'Équipe rurale de l'Ontario!

L'Équipe rurale de l'Ontario est une initiative conjointe qui regroupe tous les ministères fédéraux et provinciaux qui s'intéressent aux questions rurales. Elle comprend actuellement des représentants de 15 ministères et organismes fédéraux et de deux ministères provinciaux.

Compte tenu de la taille, de la

géographie et de la diversité de la province, des réseaux régionaux ruraux ont été établis dans les régions du Nord Est, du Nord Ouest, du Sud Ouest, du Centre et du Sud Est de l'Ontario. Ces réseaux régionaux ruraux sont formés de représentants du gouvernement ou d'organisations rurales. Ils offrent aux intervenants ruraux la possibilité de se réunir régulièrement afin d'échanger de l'information et d'exprimer des points de vue sur le développement communautaire à l'échelle régionale.

En plus de participer à l'équipe, les membres peuvent siéger à des sous comités de l'Équipe rurale de l'Ontario. Les six sous comités de l'Équipe s'intéressent principalement aux politiques, à la recherche, au réseautage et au dialogue, à la communication, aux programmes et aux projets, ainsi qu'à la planification et à la coordination. Ces sous comités permettent aux membres d'élaborer et de mettre en œuvre des activités de l'Équipe rurale de l'Ontario et d'influer sur les résultats des politiques.

Pour de plus amples renseignements sur l'Équipe rurale de l'Ontario, veuillez communiquer avec :

Allen McGuire, Conseiller régional
31, rue St-Paul
Alfred (Ontario) K0B 1A0
Tél. : 613 679-2218, poste 309
Télé. : 613 679 0004
Courrier électronique : mcguirea@agr.gc.ca

Le saviez-vous?

Le Secrétariat rural soutient également les collectivités qui désirent recruter des médecins ? Les régions intéressées devraient savoir que nous mettons en valeur des ressources pour les collectivités désireuses de trouver un médecin et pour les médecins disposés à travailler dans les régions rurales. Le lien suivant est

utilisé abondamment par des médecins formés à l'étranger qui veulent travailler au Canada : http://www.rural.gc.ca/cris/recruit/recruit_f.phtml

Un lien utile pour les équipes de recrutement dans les collectivités rurales : <http://www.healthforceontario.ca/>

Une mine d'information sur le monde rural

Où diable puis-je trouver cette information? Si vous vous êtes déjà senti perdu dans un dédale de numéros sans frais du gouvernement, d'infocentres et de sites Web, alors ce répertoire de poche mis à jour est pour vous.

Intitulé **Le Guide des programmes et des services à l'intention des Canadiens vivant en milieu rural**, il s'agit d'un guide des programmes et des services élaboré spécialement pour les Canadiens et les Canadiennes qui vivent dans les régions rurales et les collectivités éloignées.

En plus de contenir une brève description de chaque programme et service, ce guide indique également un point de service où les Canadiens et les Canadiennes peuvent s'adresser pour obtenir de l'information par téléphone, par Internet ou les deux.

Ce guide est offert sous diverses formes.

On peut également trouver l'information relative aux programmes mentionnés dans ce guide en consultant le site Web de **Régions rurales et éloignées du Canada en direct** www.rural-canada.ca

Pour en obtenir une copie papier, veuillez vous adresser au :

Secrétariat rural
Agriculture and Agri Food Canada
1341, chemin Baseline, tour 7, 6^e étage
Ottawa, Ontario
K1A 0C7

Numéro de téléphone sans frais : **1-888-781-2222**

Numéro de télécopieur sans frais : **1-800-884-9899**

Courrier électronique : rs@agr.gc.ca
Internet : www.rural.gc.ca

Des nouvelles toutes fraîches!

Le Conseil rural de l'Ontario (CRO) a annoncé qu'il organisera une conférence pour la jeunesse rurale au début de 2007. Intitulée «*Rural Youth : Leading Today, Tomorrow and Beyond*», la conférence se tiendra au Ramada Inn de Belleville, en Ontario, le 6 mars.

Le forum de la jeunesse rurale du CRO réunira des participants jeunes et moins jeunes en vue de leur faire connaître diverses initiatives impliquant les jeunes et leur offrant des possibilités dans les secteurs des loisirs, de la technologie et de l'emploi. On mettra au premier plan des conseils généraux et des pratiques exemplaires de mobilisation des jeunes qui peuvent servir tout autant aux jeunes et aux moins jeunes participants.

Les séances seront interactives afin de donner des occasions de discuter. Une séance dynamique de forum ouvert aura également lieu avec les jeunes délégués afin de déterminer les principaux problèmes de la jeunesse rurale et d'élaborer une série de recommandations et d'idées relatives à des mesures à prendre. Le forum offrira des possibilités permanentes de réseautage ainsi que la chance pour les participants d'exprimer leurs opinions par des activités artistiques!

Le forum vise cinq objectifs principaux :

1. Faire mieux connaître aux jeunes et aux moins jeunes les pratiques exemplaires d'implication des jeunes dans les collectivités rurales
2. Fournir les outils nécessaires aux jeunes participants afin de leur permettre d'accroître leur capacité de prendre part au processus décisionnel

3. Favoriser l'établissement de relations entre les générations
4. Permettre aux jeunes de formuler une série de recommandations concrètes afin d'informer les décideurs et d'autres organisations rurales
5. Favoriser la mise en place d'un réseau durable formé de jeunes décideurs de régions rurales qui resteront en communication après la fin du forum, débattront ensemble afin de soutenir des préoccupations de la jeunesse rurale qui seront présentées lors de conférences et de forums ultérieurs et conseilleront le CRO en participant à un groupe de travail sur la jeunesse rurale.

On rédigera un rapport du CRO afin de présenter brièvement les délibérations et les recommandations issues du forum.

On peut obtenir de l'information concernant l'inscription sur leur site Web. Le coût de l'inscription est de 25 \$ pour les jeunes et de 60 \$ pour les autres participants.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web du CRO : www.torc.on.ca ou composer le **1-519-826-4128**.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES PROGRAMMES ET LES SERVICES OFFERTS PAR LE GOUVERNEMENT:

Tél.: 1-800-0-CANADA (1-800-622-6232)
TTY/TDD: 1-800-465-7735

Web: www.canada.gc.ca

Centres d'accès Service Canada

1-800 O-Canada (1-800-622-6322)
TTY/TDD 1-800-465-7735

ISSN 1703-3470
AAFC 10222B

Accent rural est une publication du Secrétariat rural qui s'adresse à la population des collectivités rurales et éloignées de l'Ontario